

Paix, salaires, retraites et conditions de travail :
Organisons-nous pour faire reculer le gouvernement !

Le Congrès de la FNEC FP FO de Haute-Loire réuni ce jeudi 7 mai constate que l'exaspération des personnels de l'Éducation nationale est immense, que ce soit dans les écoles, collèges, lycées, universités ou services. Il ne fait aujourd'hui plus aucun doute que la situation internationale a un impact majeur sur tous les personnels que ce soit dans le secteur public, mais aussi dans les entreprises où les plans de licenciement se multiplient.

Fidèle à ses positions internationalistes, le congrès rappelle ses exigences de cessez le feu dans toutes les zones de conflits dans le monde et l'arrêt du génocide à Gaza.

Les personnels en première ligne face à la surenchère guerrière

Le congrès rappelle que ce sont toujours les travailleurs qui paient le prix fort des guerres et des budgets de guerre. L'augmentation des prix des carburants en est l'illustration. Cette augmentation qui prend à la gorge une grande partie des travailleurs pendant que des profits records des géants du pétrole s'accumulent.

En proposant une augmentation du budget de guerre de 36 milliards d'euros pour atteindre 450 milliards d'euros sur la période 2024-2030, le congrès considère que Macron et son gouvernement illégitime s'attaquent ouvertement aux services publics, aux travailleurs, aux chômeurs et à notre sécurité sociale tous victimes de coupes budgétaires sans précédent.

Le congrès de la FNEC FPFO se félicite de la résolution adoptée par les 4000 délégués lors du congrès confédéral de Dijon qui indique : *" Le Congrès refuse l'augmentation sans fin des dépenses militaires au détriment des services publics et incompatible avec la satisfaction des revendications. Il exige le cessez-le-feu partout dans le monde, en particulier en Ukraine, en Iran, au Liban, ainsi que l'arrêt des massacres en Palestine. Le Congrès appelle ses*

syndicats à prendre les initiatives nécessaires pour empêcher la guerre". Dans ce cadre les syndicats de la FNEC FP FO43 participeront avec leur Union Départementale au meeting contre la guerre et contre le génocide à GAZA.

LA JEUNESSE N'EST PAS DE LA CHAIR A CANON

Pour le congrès, la course à la guerre se caractérise notamment par l'embrigadement de la jeunesse. Que ce soit à travers le Service National Universel, le Service National Volontaire, les « classes défenses » ou le guide « acculturer les jeunes à la défense » les congressistes dénoncent cette volonté de militariser les jeunes afin de répondre à cette folie guerrière internationale. Pour le congrès c'est non !

UNE MOBILISATION HISTORIQUE CONTRE UNE CARTE SCOLAIRE INACCEPTABLE

Dans l'Éducation Nationale, cette austérité se reflète par la fermeture de 4000 postes. Le congrès note que les mobilisations récentes témoignent que les personnels n'acceptent pas que l'on touche à leurs écoles ou à leurs établissements comme ils n'acceptent pas cette politique. Cette colère s'est manifestée lors de rassemblements, manifestations et journées de grève. Face à ce gouvernement et ses soutiens qui bafouent la démocratie et qui n'ont aucune légitimité à décider des suppressions de

Réforme des retraites : ni 64 ans, ni 63 ans : abrogation !!

poste et de classe, cette mobilisation d'ampleur des enseignants avec les parents et les élus a permis un recul de l'administration locale sur certaines propositions de fermetures même si le projet reste encore intolérable et qu'il faut continuer à combattre.

Les personnels n'acceptent pas non plus les économies réalisées sur le dos du handicap. La remise en cause des structures spécialisées, étroitement liée à la mise en place des pôles d'appui à la scolarité se font et se feront au détriment des élèves et des conditions de travail des personnels. Le combat contre l'acte 2 de l'école inclusive se poursuit.

En conséquence, face à la priorité donnée par l'État au financement de la guerre, le congrès maintient et réitère aujourd'hui fermement ses exigences :

- Stop aux suppressions de postes,
- Création des classes et des postes nécessaires, aussi bien dans les EPLE que dans les services,
- Augmentation des salaires et du point d'indice,
- Blocage des prix des carburants
- Abandon de l'acte 2 de l'école inclusive et des PAS,
- Un statut et un vrai salaire pour les personnels AESH et AED,
- L'argent public à l'École publique, l'argent privé à l'École Privé !

Concernant la suspension de la réforme des retraites, le congrès dénonce une suspension qui ne cible qu'une infime minorité de personnels et ne propose, au fond, que des compensations dérisoires.

Cette suspension ne constitue qu'un simple stratagème visant à sanctuariser le départ à 64 ans et l'augmentation des annuités et qui permet au gouvernement d'entériner un texte rejeté massivement par la rue et imposé brutalement à coup de 49.3.

C'est pourquoi le congrès continue à demander :

- Ni 64 ans, ni 63 ans, ni décalage : abrogation de la réforme des retraites Macron-Borne
- Aucun allongement de durée de cotisation
- Aucune remise en cause des régimes spéciaux
- Non au système de retraite par capitalisation et à la retraite par points
- Non à la remise en cause des avantages familiaux et des pensions de réversion.

Entre son recul sur le 1er mai et l'ajournement de la loi Yadan sous la pression de la population, le congrès note que le gouvernement vacille et recule. Le moment est propice à faire valoir nos revendications. Faisons-le plier aussi sur les 36 milliards de la loi de programmation militaire : cet argent doit être réalloué d'urgence aux services publics, à la sécurité sociale et à la hausse des salaires.

Le Congrès de la FNEC FP-FO décide de répondre favorablement à la proposition de la Commission exécutive de l'Union départementale FO de la Haute-Loire, réunie le 4 mai 2026, concernant l'organisation d'une initiative pour le blocage des prix des carburants.

Le Congrès décide que la FNEC FP-FO participera à toutes les initiatives qui seront prises pour l'obtention de ces revendications.

Pour la FNEC FP-FO, les budgets d'austérité sont liés aux budgets de guerre. C'est pour cette raison que le Congrès décide d'organiser, d'ici la fin de l'année scolaire, une réunion publique départementale afin d'exiger l'abandon des budgets de guerre et d'en dénoncer l'impact sur l'Éducation Nationale et sur les revendications des personnels.

Le Congrès décide de proposer cette initiative aux autres organisations syndicales de l'Éducation nationale.

Organisons ensemble la mobilisation, si possible dans un cadre intersyndical et interprofessionnel pour bâtir un rapport de force massif et obtenir enfin la satisfaction de l'ensemble de nos revendications.